

János Kádár, le bâtisseur de la "baraque la plus gaie du camp"

Catherine Horel

► **To cite this version:**

Catherine Horel. János Kádár, le bâtisseur de la "baraque la plus gaie du camp. Les "héros du retrait" dans les mémoires et les représentations de l'Europe contemporaine. Histoire et fictions, 2020. halshs-03090263

HAL Id: halshs-03090263

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03090263>

Submitted on 29 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Catherine Horel

CNRS, UMR SIRICE, Université de Paris I

János Kádár (1912-1989), le bâtisseur de la « baraque la plus gaie du camp»

Au pouvoir en Hongrie de 1956 à 1988, János Kádár incarne la transformation de la Hongrie d'un régime post-stalinien vers un socialisme moins rigide que dans les autres pays du bloc soviétique. Or son ascension est due au reniement – qui n'était pas son premier – de l'expérience démocratique issue de la révolution d'octobre 1956. Dans l'immédiat il apparaît donc comme un traître et un exécuteur des basses œuvres ordonnées par les Soviétiques. Le régime Kádár instaure une nouvelle construction mémorielle dont la base est le déni de la révolution qui vient de s'achever par une émigration massive et une répression brutale. Son image va progressivement changer au tournant des années 1960 (amnistie de 1962, réforme économique de 1968) et passer d'une nature négative à une nature positive ou du moins bienveillante au regard de la libéralisation du régime. Soutenu par les Soviétiques, Kádár maintient la paix sociale en procurant aux citoyens un relatif bien-être matériel et en tolérant une opposition modérée. Encore aujourd'hui la mémoire collective retient ces deux aspects, plus ou moins accentués selon les appartenances politiques et le degré d'éloignement dans le temps.

La transition opérée en Hongrie dès le milieu des années 1980 est le fruit de la politique de libéralisation menée par le régime Kádár avec la bénédiction des Soviétiques qui ne peuvent se permettre un deuxième épisode révolutionnaire. Le régime se caractérise par l'accent mis sur les biens matériels et une certaine détente politique qui fait surnommer la Hongrie, « la baraque la plus gaie du camp », et l'accès aux biens de consommation est qualifié de « communisme du goulasch ». Cette politique de consensus mou facilite, d'une part, la mutation des communistes en sociaux-démocrates avec l'assentiment de l'opinion, d'autre part, elle ne suscite pas d'opposition comparable à ce qui se passe dans les autres pays du bloc. La dissidence demeure un phénomène marginal et la police ne s'acharne pas contre ses membres. La mémoire politique doit donc aller chercher ses références et ses modèles ailleurs et c'est pourquoi la dispute sur 1956 est si virulente¹. La figure de János Kádár ne fait donc

¹ Catherine Horel, « La mémoire du communisme en Hongrie », in Stéphane Courtois, *La guerre des mémoires*, Communisme 2015, Paris, Vendémiaire, 2015 p.129-146.

l'objet d'aucun culte et il a fallu attendre 2003 pour que paraisse une biographie scientifique². Il apparaît occasionnellement dans des publications comme l'album de photographies *Unfinished Socialism* sous un jour finalement assez bienveillant³. Tout comme pour François-Joseph qui a fini par représenter un personnage tutélaire garant de paix et de stabilité, on semble de la même manière pardonner à Kádár son rôle dans la répression de 1956. Si les travaux scientifiques sont nombreux sur le communisme, ils ne dominent pas la production historiographique qui s'est plutôt intéressée à l'entre-deux-guerres et à la Seconde Guerre mondiale. Les publications destinées au grand public se focalisent également sur ces questions et moins sur l'évaluation du régime communiste⁴.

Kádár ne serait donc pas un héros du « retrait » mais bien un héros malgré lui. Il aurait plutôt été, comme cela se produit souvent, un homme révélé par les circonstances voire un choix par défaut. Or cette analyse manque son objet en représentant son parcours comme dû à des éléments extérieurs et non comme une stratégie délibérée mise en œuvre par le protagoniste. Mais là encore Kádár est un personnage « en retrait » dont les ambitions n'ont rien à voir avec celles de certains de ses voisins (on pense en premier lieu à Tito et Ceaușescu) ; il n'est pas un idéologue et encore moins un dictateur, ni un psychopathe. Il est en revanche inscrit dans une lignée de figures historiques hongroises qui se partage entre les tendances *kuruc* et *labanc* : la première caractérise les insurgés des conflits contre les Habsbourg (guerres de Rákóczi, révolution de 1848), la seconde les partisans d'une entente avec la cour de Vienne. Au XIXe siècle l'opposition s'incarne dans les deux personnages emblématiques de la révolution de 1848, Lajos Kossuth et István Széchenyi. Dès lors, la vie politique hongroise est rythmée par une polarisation entre ces deux courants, chacun essayant de réaliser la synthèse. Les communistes arrivant définitivement au pouvoir en 1948 font du centenaire de la révolution un grand moment d'exaltation *kuruc* contre le régime précédent (la régence de Miklós Horthy de 1920 à 1944) et le fascisme. Mais il est nécessaire de s'assurer l'adhésion au système

² Tibor Huszár, *Kádár János politikai életrajza 1957-1989* [János Kádár, biographie politique], 2 vol., Budapest, Szabad Tér, 2003. Dans la nuit du 1^{er} mai 2007, des inconnus ont profané le caveau de János Kádár et de son épouse au cimetière de Kerepes, un fait rarissime en Hongrie. L'opinion s'émue de la présence de symboles chrétiens (crucifix) dans la tombe. Or Kádár et surtout sa femme venaient de milieux catholiques, même s'ils s'employèrent à le cacher.

³ András Gerő, Iván Pető (éds.), *Unfinished Socialism. Pictures from the Kádár Era*, Budapest, Central European University Press, 1999, p. 27-40.

⁴ Citons deux publications scientifiques récentes : un recueil d'études de Péter Kende, *A kommunizmus és a magyar társadalom* [Le communisme et la société hongroise], Pozsony (Bratislava), Kalligram, 2013 ; Gábor Tabajdi, *Kiegyezés Kádárral « szövetségi politika » 1956-1963* [Examen de la « politique d'alliance » de Kádár], Budapest, Jaffa, 2013 ; et un ouvrage de vulgarisation : *Kérdések és válaszok a Kádárkorról* [Questions et réponses sur la période Kádár], Budapest, Napvilág kiadó, 2013.

soviétique et dans les faits, c'est l'attitude *labanc* qui prévaut et qui débouche sur la seconde révolution de 1956, revanche de la nation contre l'opresseur étranger, les Soviétiques étant clairement assimilés aux Autrichiens, toutes proportions gardées. Kádár est à cet égard un communiste nourri de phraséologie *kuruc* mais dont les méthodes s'inspirent de l'accommodement et d'un art du compromis hérités de la pratique *labanc*. C'est dans cet esprit qu'il peut être vu comme un héros non pas « du » retrait, mais « en » retrait.

1. Kádár le *kuruc*

D'emblée le parcours de Kádár rappelle celui de nombreux dirigeants communistes : une origine modeste, une famille déstructurée par l'absence du père, une incertitude identitaire. Kádár est un produit du brassage de populations caractéristique de l'Autriche-Hongrie : il naît le 26 mai 1912 à Fiume, unique débouché maritime de la Hongrie sur l'Adriatique, où sa mère, citoyenne hongroise d'origine slovaque⁵, est domestique. Son père est un jeune officier hongrois d'origine allemande, pour la famille duquel il n'est pas question de se mésallier. L'enfant va donc porter le nom de sa mère, Csermanek ; il n'adoptera le patronyme de Kádár qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Incapable de s'en occuper, sa mère le place en nourrice chez un couple de paysans de Kapoly, dans le comitat de Somogy, au sud-ouest de la Hongrie, à proximité de la frontière croate. Elle le récupère en 1918 et s'installe à Budapest.

À l'issue de ses études primaires, Kádár entre en apprentissage dans une école technique dont il sort en 1929 comme réparateur de machines à écrire. Il s'inscrit au mouvement de jeunesse du syndicat de l'acier (*Vasas Szakszervezet*) et participe dans ce contexte à la grande manifestation du 1er septembre 1930 qui représente véritablement son entrée dans le mouvement communiste alors que le parti en tant que tel est dans l'illégalité depuis 1920. Sa mobilisation est accentuée par le chômage dont il est alors victime suite aux effets de la crise. Ses conditions d'existence, de même que celles de sa mère, sont précaires. C'est à l'automne 1931 qu'il rejoint le parti communiste : ce choix le coupe encore davantage de la société dont il considère qu'il est exclu⁶. Son statut de hors la loi lui vaut des poursuites et des arrestations.

⁵ L'épouse de Kádár, Mária Tamáska, est également d'origine slovaque.

⁶ György Földes, « Ívek és töréspontok Kádár János politikai pályáján » [Virages et points d'arrêt dans la carrière politique de János Kádár], in György Földes, Miklós Mitrovits (dir.), *Kádár János és a 20. Századi magyar történelem* [János Kádár et l'histoire hongroise du XX^e siècle], Budapest, Napvilág kiadó, 2012, p. 13.

Il sort de prison en 1937 et devant l'impossibilité du parti communiste à se réorganiser, il choisit d'entrer au parti social-démocrate, seul représentant de l'opposition de gauche mais dont la surface légale au sein du régime de l'amiral Horthy rend difficile l'adoption de la stratégie antifasciste de front populaire.

Durant l'un de ses séjours en prison il rencontre le futur dirigeant de la Hongrie communiste, Mátyás Rákosi ; ce dernier parvient à quitter le pays pour rejoindre l'Union soviétique tandis que Kádár reste en Hongrie. La rupture entre cadres de l'intérieur et "moscovites" est une césure importante lourde de conséquences au moment des purges de la fin des années 1940, les premiers (de même que les anciens combattants de la guerre d'Espagne) étant écartés par les seconds. En 1940, Kádár devient un cadre du mouvement de jeunesse du parti social-démocrate. Après l'entrée de guerre de la Hongrie et la rupture du pacte germano-soviétique, l'activité du parti communiste hongrois reprend et Kádár y prend part mais il doit bientôt entrer dans la clandestinité pour échapper à une nouvelle arrestation. Le parti est exsangue à la faveur des départs successifs de nombre de ses dirigeants puis les vagues d'arrestation si bien que Kádár se hisse dans la hiérarchie et devient l'un des personnages les plus importants du parti en 1943. Il reste fidèle à la stratégie de front populaire et dit que la paix doit être l'objectif du parti, sans que l'on se soucie de la provenance idéologique de ceux qui le rejoignent⁷. Dans cet esprit il participe au printemps 1943 à la rédaction du programme du parti qui s'intitule désormais le parti de la paix (*Békepart*) dont est issu ensuite le Front hongrois (*Magyar Front*) qui prend progressivement pied dans les régions libérées à partir de l'automne 1944 par l'Armée rouge. Le Front se compose des socio-démocrates, de l'aile gauche du parti des petits propriétaires, du parti de la Paix, d'une organisation antifasciste monarchique, la Ligue de la Double Croix, puis du parti paysan qui va bientôt se devenir un clone du parti communiste. Le parti communiste opère dès lors à visage ouvert, faisant reparaître son journal, *Szabad Nép* (Peuple libre). Kádár et László Rajk s'imposent à la tête du Comité central certes sur accord des représentants du parti à Moscou mais certaines de ses initiatives ont été clairement désapprouvées, ce qui va justifier par la suite leur mise à l'écart. Le 2 décembre 1944, les communistes hongrois revenus de Moscou créent avec le parti social-démocrate, le parti des petits propriétaires, le parti national paysan et le parti démocrate, le « Front uni hongrois », qui procède à des élections en vue de former une assemblée nationale. Une assemblée provisoire se réunit le 21 décembre à Debrecen et élit le

⁷ *Ibid.*, p. 15.

gouvernement provisoire reconnu par Alliés et Soviétiques. Des élections générales démocratiques sont programmées pour novembre 1945.

L'arrivée des « moscovites » a relégué Kádár à des fonctions certes importantes, mais loin de la direction effective du parti, et qui sont de surcroît temporaires. Il devient entre autres député et codirige l'école des cadres jusqu'en 1947. Il n'est pas considéré comme un dirigeant potentiel mais comme un simple rouage, fiable et expérimenté. Sa proximité avec László Rajk lui apporte dans un premier temps une considérable promotion : en août 1948, il prend sa succession comme ministre de l'Intérieur, Rajk étant nommé ministre des Affaires étrangères, ce qui est déjà en soi une disgrâce et le marchepied qui annonce sa chute. L'été 1948 constitue en effet un tournant plus général qui affecte tous les partis communistes de ce qui est en train de devenir le bloc soviétique. En Hongrie, les élections qui ont lieu à l'été suivant montrent que le parti a réussi son entreprise de domination sur la vie politique et au-delà sur la société, ceux qui ne sont pas en prison sont partis en exil et tous les autres sont terrorisés. La soviétisation peut désormais s'étendre à tous les domaines. La direction du parti entreprend dès lors de se purger de tous les éléments qui ne sont pas disposés à accepter la stalinisation ou qui sont jugés peu fiables.

C'est dans ce contexte que débute l'affaire Rajk où Kádár va jouer un rôle plus que trouble et sans doute peu convaincant puisque lui-même est victime quelque temps plus tard de la répression. Mais sa mise à l'écart est tardive au regard de la chronologie habituelle – il est emprisonné en 1951 – et ses conséquences relatives – il est libéré en 1954⁸ – en comparaison du sort qui échoit à Rajk (la mort) et à maints autres condamnés des vagues de procès staliniens, alors que le jugement prononçait la réclusion à vie. László Rajk, ancien ministre de l'Intérieur, surnommé éloquemment « le poing du parti » est arrêté le 16 juin 1949 sur accusation d'être un espion des puissances impérialistes et un agent titiste, formulation habituelle à l'encontre des communistes "déviant" durant ces années et conséquence de la rupture de 1948 avec Tito⁹. Tous les accusés ont en commun d'être des communistes de l'intérieur et parmi eux les anciens des Brigades internationales sont particulièrement visés. Avec Rajk sont arrêtés de nombreux autres dirigeants, dont la plupart sont condamnés à mort et exécutés entre le 24 septembre (Rajk, Tibor Szönyi et András Szalai) et une deuxième

⁸ *Ibid.*, p. 16. Les documents de son procès de 1951 ainsi que d'autres qui montrent un certain cynisme et une veulerie consommée ont été édités : *Kádár János bírái előtt. Egyszer fent, egyszer lent 1949-1956* [János Kádár devant ses juges. Des hauts et des bas], Budapest, Osiris, 2001.

⁹ Sur le contexte de ces procès, voir l'analyse, qui n'a rien perdu de sa justesse, de Miklós Molnár, *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris, FNSP, 1987, p. 202-209.

vague en octobre. La purge se poursuit de la fin de l'année 1949 au début des années 1950. Quel rôle Kádár a-t-il joué dans la préparation du procès ? Il ne quitte son poste de ministre de l'Intérieur, officiellement sur sa demande, que le 23 juin 1950 pour occuper des fonctions beaucoup moins reluisantes mais qui ne s'apparentent pas à une déchéance (au sein du Comité central il dirige le comité d'organisation du parti et des mouvements de masse). C'est en tant que ministre qu'il a eu à suivre l'affaire Rajk, ainsi que bien d'autres procès, mais étant donné sa proximité amicale avec l'accusé, il est certain qu'il s'est impliqué, volontairement ou non, dans son déroulé. De là à le dépeindre en traître, il n'y a qu'un pas que beaucoup ont franchi pour alimenter la légende noire de Kádár qui connaît son épilogue avec la trahison de 1956 dont le pays tout entier est la victime. L'instruction du procès Rajk représenterait donc le moment où Kádár, cessant d'être un révolutionnaire, un héritier de Kossuth et du bolchevisme ; serait passé du côté *labanc* pour servir docilement les ordres du stalinien Rákosi. La trahison, si elle a eu lieu, relèverait donc de l'accommodement mais aussi de l'instinct de conservation, ce dont beaucoup alors se sont également rendus coupables.

Libéré en juillet 1954 dans la foulée de la libéralisation consécutive à la mort de Staline et au remplacement de Rákosi par Imre Nagy, Kádár occupe des fonctions de moindre importance mais il reste à Budapest en tant que secrétaire du parti pour le XIII^e arrondissement, puis premier secrétaire du Comitatus de Pest. C'est en juillet 1956 qu'il réintègre le Comité central du parti à la faveur de la seconde élimination de Rákosi. Il se trouve donc dans l'antichambre du pouvoir alors que déjà les signes avant-coureurs de la révolution sont visibles. Depuis 1953 en effet, la direction du parti est secouée par les exigences de libéralisation du régime qui surgissent tant en son sein, que dans la société en général, ce qui explique en partie l'explosion d'octobre 1956, insurrection nationale et « anti-totalitaire » selon les mots de Raymond Aron.

Kádár profite de l'exclusion progressive de la vieille garde stalinienne et se retrouve propulsé tout d'abord premier secrétaire du Comité central le 25 octobre, puis il prend la tête du Présidium le 28. Il doit cette ascension à son récent séjour en prison qui lui donne une image de victime des excès du régime de Rákosi et peut laisser penser qu'il a rejoint le camp des réformistes, ce qui dans un premier temps est sans doute exact. Au lendemain de la manifestation du 23 octobre, le parti s'est tout d'abord raidi en faisant appel aux troupes soviétiques, ce qui a provoqué les premières violences, mais son incapacité à résoudre la crise a ensuite fait place à une direction réformiste dont Imre Nagy, « un communiste qui n'oublie

pas l'homme »¹⁰, est l'incarnation. Le parti change de nom pour devenir Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (*Magyar Szocialista Munkáspárt*), dont la création est annoncée à la radio par Kádár le 1^{er} novembre au soir. Dans ce discours resté célèbre, il fait l'éloge des événements, qualifiés de « soulèvement glorieux de notre peuple contre le régime de Rákosi » ; il ajoute que le parti s'apprête à défendre avec l'ensemble de la nation l'indépendance et l'honneur du pays, ce qui revient à un appel aux armes qui est effectivement compris comme tel par la population. Dans l'intervalle, en effet, la révolution a triomphé, les troupes soviétiques se sont officiellement retirées, le multipartisme a été restauré avec l'entrée au gouvernement, présidé par Nagy, de ministres issus des anciennes formations politiques. Cette évolution est bien évidemment inacceptable pour les Soviétiques qui décident de l'intervention militaire le 30 octobre¹¹. Elle a été en outre validée par les autres dirigeants communistes, au premier rang desquels Tito est réapparu après la réunion de Brioni qui scelle la réconciliation avec Krouchtchev. Les documents édités en 1996 révèlent non seulement la brutalité des Soviétiques, dont personne n'est surpris, mais elles mettent surtout au jour le rôle et les responsabilités de Kádár dans la reprise en main du pays. En l'espace de quelques jours, Kádár passe du côté des bourreaux : ministre d'État du gouvernement Nagy et principal dirigeant du parti, il se renie. C'est le deuxième retournement.

Le 1^{er} novembre, Kádár et le ministre de l'Intérieur Ferenc Münnich, se rendent à l'ambassade soviétique sur injonction de Youri Andropov. Ils sont emmenés à Moscou et informés de l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques. Le 3 novembre Kádár rencontre encore Krouchtchev à Użhorod (Ungvár, ancienne Ruthénie subcarpatique) avant son retour en Hongrie : un avion soviétique le dépose sur la base militaire de Szolnok, à environ 200 kilomètres à l'est de Budapest. De là, il fait une déclaration radiodiffusée sur les ondes courtes dans laquelle il annonce la formation du gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan (*Magyar Forradalmi Munkás-Paraszt Kormány*) et arrive le 7 novembre à Budapest avec un convoi de blindés soviétiques. Il nomme chef du gouvernement István Dóbi, ancien président du Conseil présidentiel de la République populaire (*Népköztársaság Elnöki Tanácsa*)¹².

¹⁰ Des écrits de Nagy ont été publiés sous ce titre par les éditions Plon en 1957.

¹¹ Vjacseszlav Szereda, János M. Rainer (éds.). *Döntés a Kremlben, 1956 : a szovjet pártelnökség vitái Magyarországról* [Décision au Kremlin : le débat de la direction soviétique au sujet de la Hongrie], Budapest, 1956-os Intézet, 1996. Voir aussi *A 'Jelcin-dosszié'. Szovjet dokumentumok 1956-ról* [Le dossier Eltsine. Documents soviétiques de 1956], Budapest, 1956-os Intézet, 1993.

¹² Cette institution contrôlait non seulement les attributions (très limitées) du chef de l'État mais aussi et surtout le travail parlementaire.

Pourquoi Kádár a-t-il été choisi ? C'est sur le conseil de Tito que les Soviétiques misent sur lui pour prendre la tête d'un contre-gouvernement chargé de revenir dans le pays pour rétablir l'ordre. Ils ont très certainement des moyens de pression (l'affaire Rajk) et la conviction que Kádár est suffisamment souple mais aussi inflexible. Or ils misent sur lui pour une action limitée dans le temps et ne lui demandent pas de prendre la tête du parti et la place de Nagy¹³, ce qu'il va pourtant parvenir à faire, ce qui ne peut qu'alourdir son passif. De son point de vue, Kádár se justifiera bien plus tard en disant avoir voulu éviter la guerre civile : on entend ici un écho des justifications de l'amiral Horthy au sujet de la terreur blanche de 1919-1920. Dans les deux cas, le protagoniste s'investit dans le rôle de sauveur de la patrie. Si l'adhésion est immédiate dans le cas de Horthy, elle est beaucoup plus tardive pour Kádár qui ne gagne le soutien populaire qu'à partir des années 1970 à la faveur de la libéralisation économique.

2. Kádár le *labanc*

Les parallèles entre les deux révolutions hongroises de 1848 et 1956 sont nombreux et l'on peut, en se gardant de tout anachronisme, comparer l'attitude des Soviétiques envers la Hongrie après 1956 à celle de François-Joseph après 1848. La période de répression et de « gel » ayant pratiquement la même durée¹⁴. L'exécution de Nagy le 16 juin 1958 est assimilée à celle du Premier ministre de 1848 Lajos Batthyány. Ceci explique dans une certaine mesure la tolérance des Soviétiques à l'égard de Kádár qui en contrepartie se montre docile, notamment en matière de politique extérieure. Son attitude envers Dubček en 1968 révèle une fois de plus sa duplicité mais elle est parfaitement légitime de son point de vue puisqu'il n'a pas intérêt à encourager les Tchécoslovaques à l'indiscipline alors qu'il se lance dans une politique réformiste¹⁵. Après le traumatisme de la répression, le régime hongrois se libéralise en effet dès 1962 avec la promulgation de l'amnistie, puis avec la mise en œuvre du « nouveau mécanisme économique » qui signifie en réalité l'introduction du marché dans la planification socialiste. Ces mesures vont permettre l'accès des Hongrois aux biens de consommation, la fin des pénuries, ce qui ne veut pas dire que tout est accessible tout le temps mais globalement le

¹³ Földes, « Ívek és töréspontok Kádár János politikai pályáján », p. 17.

¹⁴ Le néo-absolutisme autrichien se fissure à la fin des années 1850 avec la défaite de Solférino, puis le retour à la vie parlementaire en 1861 pour s'achever avec le Compromis de 1867. Après la répression féroce de 1957-1958 (exécutions, dont celle de Nagy, et emprisonnements) l'amnistie intervient en 1962 et la réforme économique en 1968.

¹⁵ Voir à ce sujet Miklós Kun, *A 'prágai tavasz' titkos története* [Histoire secrète du « Printemps de Prague »], Budapest, Akadémiai kiadó, 2008. Voir aussi Miklós Mitrovits, « Kádár és Dubček 1968-ban », in Földes, Mitrovits (dir.), *Kádár János és a 20. Századi magyar történelem*, p. 125-146.

pays devient progressivement la « baraque la plus gaie du camp », le nom de Kádár étant désormais associé au « communisme du goulasch ». Ces expressions ne sont pas uniquement à l'usage des Occidentaux, les Hongrois ressentent nettement la différence entre leurs conditions de vie et celles de leurs homologues du bloc dès lors qu'ils voyagent dans les démocraties populaires. L'écart est encore significatif avec l'Ouest, où les Hongrois peuvent désormais se rendre avec plus de facilité. Tout comme pour François-Joseph en son temps, l'image du bourreau évolue, sur les deux plateaux de la balance, le bien-être matériel finit par peser plus lourd que la dictature.

Mais Kádár sait jusqu'où ne pas aller trop loin : en 1972, il est convoqué à Moscou par Brejnev qui apprécie peu son train de réformes. Le rapprochement opéré par la Hongrie envers l'Ouest fait aussi l'objet de critiques à l'intérieur du pacte de Varsovie. Kádár qui vient d'avoir 60 ans est le sur point de démissionner sous prétexte de demander sa retraite¹⁶ : mais ni les conservateurs, ni les réformistes au sein de son propre parti ne sont prêts à accepter son retrait, faute d'avoir sous la main un remplaçant susceptible de tenir tête aux Soviétiques, ce que seul Kádár peut réussir en vertu des services rendus en 1956. Selon l'analyse formulée par Pierre (Péter) Kende, la Hongrie devient même un laboratoire pour Moscou, qui y laisse tester ce qui est considéré comme tolérable en terme de réformes¹⁷. Kádár se maintient donc, cumulant au fil des années diverses fonctions, dont la plus importante reste celle de premier secrétaire du parti. Toutefois on ne saurait parler de culte de la personnalité à son égard, même si le rapprochement avec l'Autriche de Bruno Kreisky fait surnommer les deux hommes « *k. u. k.* » en référence à l'Autriche-Hongrie (*kaiserlich und königlich*), Kádár n'est pas comparable au *Sonnenkänzler*, il serait même « l'homme sans culte » (*kultusz nélküli ember*) qui donne l'impression que le temps s'est arrêté¹⁸, de même titre que certains autres dirigeants du bloc (Honecker, Gierek). Il n'est plus objet de haine comme au lendemain de la révolution, les citoyens étant convaincus par la formule : « ceux qui ne sont pas contre nous, sont avec nous ». Au lieu de lutter contre l'aile réformiste du parti, Kádár l'intègre, ce qui va miner son pouvoir à la longue puisqu'il fait lui-même entrer les loups dans la bergerie. L'âge aidant, ces jeunes hommes vont petit à petit le circonvenir et provoquer non seulement sa

¹⁶ Földes, « Ívek és töréspontok Kádár János politikai pályáján », p. 18.

¹⁷ Kende, *A kommunizmus és a magyar társadalom*, p. 133.

¹⁸ Róbert Takács, « Kádár János propagandája » [La propagande de János Kádár], in Földes, Mitrovits (dir.), *Kádár János és a 20. Századi magyar történelem*, p. 70.

chute, mais la transition pure et simple vers la démocratie. C'est peut-être en cela que réside son plus grand mérite, avoir malgré lui préparé le terrain à une évolution pacifique¹⁹.

Le XIII^e congrès de 1985 révèle l'apparition d'une nouvelle génération, qui n'est déjà plus celle qui s'était imposée en 1980. Un comité central réduit de 105 membres est élu, venant remplacer le comité central de 127 membres de 1980. Dans ce nouvel organe de direction, plus de cinquante personnes (il y a eu des décès) ne retrouvent pas leur place. Le bureau politique compte quant à lui treize membres, et le secrétariat huit, ces instances ont également été renouvelées. Kádár rencontre alors Gorbatchev à Moscou et tombe des nues : le dirigeant soviétique lui demande de faire plus de réformes ! Il lui suggère en outre de prendre sa retraite. Or Kádár est en 1986 encore convaincu de la survie du système : ses trente ans de pouvoir donnent l'occasion à l'hebdomadaire américain *Time Magazine* de réaliser un dossier sur la Hongrie avec une interview dans laquelle la langue de bois côtoie le mensonge²⁰. La convergence entre la montée en puissance au sein du parti hongrois des réformateurs qui sont de plus en plus critiques à l'encontre de la sclérose du pouvoir personnifié par Kádár, la crise économique qui appelle des solutions pragmatiques et non dogmatiques, et la présence à Moscou d'un allié objectif, accélère considérablement la marche des événements. Le costume de « tonton János » (*János bacsí*) craque de toutes parts. Parmi les membres du bureau politique élu en 1985, on trouve l'un des fossoyeurs du régime, Károly Grósz, on détourne à son propos la *glasnost* de Gorbatchev pour en faire une « *grósznost* ».

Les perspectives économiques apparaissent bouchées. Les différentes formes d'économie privée ne peuvent se développer suffisamment, se heurtant au manque de capitaux et à des obstacles structurels et par conséquent politiques. Les structures demeurent étatiques et les Hongrois qui sont parvenus à investir dans le privé sont découragés. Les progrès de la réforme reposent en définitive sur des hommes qui bien que gestionnaires et managers demeurent des fonctionnaires dépendant d'une hiérarchie de l'État et du parti, et cette situation provoque ces blocages multiples qui expliquent la stagnation qui caractérise cette période. La crise de 1987 se traduit par un mécontentement populaire flagrant et incite les dirigeants hongrois à se réorienter politiquement, il devient de plus en plus évident que Kádár, qui s'obstine à nier la crise et dont la déchéance physique saute aux yeux, doit être écarté du pouvoir. Les Soviétiques, eux-mêmes en pleine réorganisation, ne s'opposent pas au remplacement de

¹⁹ Földes, « Ívek és töréspontok Kádár János politikai pályáján », p. 33.

²⁰ "Kádár's Legacy. An Interview with Hungary's Political Chess Master", *Time Magazine*, 11 août 1986, p. 10-11.

Kádár et voient en Grósz une personnalité acceptable. Un congrès extraordinaire du parti se réunit en mai 1988 : c'est un coup de théâtre bien orchestré dont le monde occidental se fait l'écho²¹. Kádár est destitué au profit de Grósz qui s'entoure alors de réformistes déclarés comme Rezső Nyers et Imre Pozsgay. La nouvelle direction propose une réforme radicale qui atteint la gestion économique et les méthodes d'exercice du pouvoir. On évoque déjà la possibilité de rompre avec certains principes léninistes dépassés et la nécessité d'introduire une dose de pluralisme dans la vie politique. La voie est donc ouverte pour ce que l'on va bientôt appeler la « transition démocratique » et que l'historien János Rainer considère avec raison comme l'ultime procès de Kádár²². On en veut pour preuve la concomitance troublante entre sa mort, survenue le 6 juillet 1989 et la réhabilitation d'Imre Nagy que la cour suprême (*Legfelsőbb Bíróság*) prononce le même jour.

Kádár avait fait une dernière apparition pathétique devant le Comité central le 12 avril : il est très affaibli et confus, ce qui entraîne son exclusion pour raisons de santé. Toutefois son discours de 70 minutes contient des éléments très révélateurs dont le sens a sans doute échappé sur le moment aux auditeurs : revenant sur 1956, visiblement obsédé par ses fantômes, Kádár se présente comme bouc émissaire et conclut en disant : « Je suis désolé pour tous » (*akkor én mindenkit sajnálok*)²³, sous-entendu ici sont les « vraies » victimes. Son effacement coïncide non seulement avec la fin du régime, mais il est accompagné du travail de mémoire sur les exactions commises au nom du parti lors de la répression de la révolution de 1956. Le récit des « événements » (*az események*) terme généralement employé pour parler de façon neutre de la révolution est de plus en plus contesté en même temps que le rôle que Kádár y a joué. Il refuse d'en parler autrement que d'une tragédie et ne prononce jamais le nom de Nagy²⁴. Le combat pour la vérité sur les exécutions est mené par la société civile puis finalement relayé par certains membres du parti, ce qui revient à ressusciter Nagy pour pouvoir ensuite enterrer Kádár. Après l'exhumation en avril des restes de Nagy et de ses co-

²¹ Le correspondant en Hongrie de *Time magazine* intitule son article « End of an era », *Time magazine*, 30 mai 1988 p. 32-33.

²² János M. Rainer, "Nagy Imre és Kádár János parhuzamok és keresztezések" [Imre Nagy et János Kádár parallèles et croisements], in Földes, Mitrovits (dir.), *Kádár János és a 20. Századi magyar történelem*, p. 123.

²³ Rudolf L. Tőkés, *Hungary's negotiated revolution. Economic reform, social change and political succession, 1957-1989*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 323.

²⁴ Ignác Romsics, *Volt egyszer egy rendszerváltás* [Il était une fois la transition], Budapest, Rubicon könyvek, 2003, p. 159.

accusés, la cérémonie d'hommage national et de réenterrement a lieu le 16 juin 1989²⁵ : on ne sait si Kádár a regardé la retransmission télévisée...

C'est le parti qui prend en charge les obsèques de Kádár dont le déroulé commence par une exposition du cercueil au siège du parti à Budapest le 13 juillet dans l'après-midi. Les organisateurs sont surpris par l'ampleur de la foule qui s'est massée autour du bâtiment pour venir se recueillir, on parle de 60 000 personnes, membre du parti ou non, jeunes et moins jeunes, certains portant des fleurs²⁶, ce qui est certes moins en regard de ceux qui ont participé à l'hommage du 16 juin, mais tout de même significatif. Sur certaines photos, l'émotion est visible ; nombreux sont ceux qui se tiennent le lendemain 14 juillet sur le parcours du cortège. On ne note aucun incident ni manifestation hostile. Au siège du parti, Grósz prononce un court éloge funèbre puis la cérémonie s'achève au cimetière de Kerepes devant le panthéon de la classe ouvrière (*Munkásmozgalmi panteon*), monument-nécropole où reposent dirigeants et héros communistes. Là également des éloges sont prononcés, dont celui de Rezső Nyers au nom du parti. Les hymnes hongrois (*Hymnusz* et *Szózat*) sont joués, ainsi que l'*Internationale*. Kádár n'est pas inhumé à l'intérieur du panthéon mais dans une tombe non loin de là.

Sur le moment, 75 % des Hongrois interrogés pour un sondage considéraient que le pays perdait avec lui l'une de ses personnalités les plus importantes. Dans une enquête de la fin des années 1990, Kádár était pour 42 % des Hongrois l'homme politique le plus sympathique (*rokonszenves*) du XX^e siècle, alors qu'Imre Nagy ne recueillait que 17 %²⁷.

²⁵ Il y aurait beaucoup à dire sur la pratique du réenterrement en Hongrie, voir Catherine Horel, « Le rôle de la sépulture politique dans la conscience collective hongroise », in : Antoine Mares (dir.), *Les lieux de mémoire en Europe centrale*, Paris, Institut d'études slaves, 2009 p. 123-130.

²⁶ *Ibid.*, p. 161.

²⁷ *Ibid.*, p. 164.

Bibliographie

György Földes, Miklós Mitrovits (dir.), *Kádár János és a 20. Századi magyar történelem* [János Kádár et l'histoire hongroise du XX^e siècle], Budapest, Napvilág kiadó, 2012.

András Gerő, Iván Pető (éds.), *Unfinished Socialism. Pictures from the Kádár Era*, Budapest, Central European University Press, 1999

Tibor Huszár, *Kádár János politikai életrajza 1957-1989* [János Kádár, biographie politique], 2 vol., Budapest, Szabad Tér, 2003.

Péter Kende, *A kommunizmus és a magyar társadalom* [Le communisme et la société hongroise], Pozsony (Bratislava), Kalligram, 2013.

Miklós Molnár, *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris, FNSP, 1987.

Ignác Romsics, *Volt egyszer egy rendszerváltás* [Il était une fois la transition], Budapest, Rubicon könyvek, 2003.

Gábor Tabajdi, *Kiegyezés Kádárral « szövetségi politika » 1956-1963* [Examen de la « politique d'alliance » de Kádár], Budapest, Jaffa, 2013.

Rudolf L. Tőkés, *Hungary's negotiated revolution. Economic reform, social change and political succession, 1957-1989*, New York, Cambridge University Press, 1996.

Résumé

Au pouvoir en Hongrie de 1956 à 1988, János Kádár incarne la transformation de la Hongrie d'un régime post-stalinien vers un socialisme moins rigide que dans les autres pays du bloc soviétique. Or son ascension est due au reniement de l'expérience démocratique issue de la révolution d'octobre 1956. Dans l'immédiat il apparaît donc comme un exécutif des basses œuvres ordonnées par les Soviétiques. Son image va progressivement changer au tournant des années 1960 (amnistie de 1962, réforme économique de 1968) et passer d'une nature négative à une nature positive ou du moins bienveillante au regard de la libéralisation du régime. La transition opérée en Hongrie dès le milieu des années 1980 est le fruit de la politique de libéralisation menée par le régime Kádár avec la bénédiction des Soviétiques qui ne peuvent se permettre un deuxième épisode révolutionnaire. Le régime se caractérise par l'accent mis sur les biens matériels et une certaine détente politique qui fait surnommer la Hongrie, « la baraque la plus gaie du camp », et l'accès aux biens de consommation est qualifié de « communisme du goulasch ». Cette politique de consensus mou facilite, d'une part, la mutation des communistes en sociaux-démocrates avec l'assentiment de l'opinion, d'autre part, elle ne suscite pas d'opposition comparable à ce qui se passe dans les autres pays du bloc. La dissidence demeure un phénomène marginal et la police ne s'acharne pas contre ses membres. Kádár maintient la paix sociale en procurant aux citoyens un relatif bien-être matériel et en tolérant une opposition modérée. Encore aujourd'hui la mémoire collective retient ces deux aspects, plus ou moins accentués selon les appartenances politiques et le degré d'éloignement dans le temps.